

Compte-rendu du dîner-débat au Cercle Humania du mardi 27 mai 2008

Thème de la soirée :

La France a l'heure des comptes ?

Intervenant : François de Closets, Ecrivain & Journaliste.

Le mardi 27 mai 2008 se tenait au Pavillon Dauphine le troisième dîner-débat du cercle Humania de l'année. **François de Closets**, journaliste et écrivain, devait s'exprimer sur un thème corrélé à son nouvel ouvrage : **La France à l'heure des comptes ?**

Personnes présentes : Soixante dix DRH de grandes entreprises françaises, représentant environ plus 1,8 million de salariés se retrouvaient au pavillon Dauphine.

1) Mot d'accueil de Ghislain Missonnier.

Discours introductif de **Ghislain Missonnier**, président du Cercle Humania, qui présente le parcours de François de Closets, de Sciences Politiques à sa carrière d'écrivain-journaliste. (cf. document sur le site Web).

2) Intervention de François de Closets.

Dans un premier temps, l'invité **s'est étonné du succès de ses ouvrages** dans lesquels il se contente de marteler des évidences, concluant que les vérités qui dérangent, sont celles dont on a déjà la connaissance.

La France est selon lui une société de connivence dans le mensonge, un pays de crispation et de tabous dans lequel le non-dit règne en roi. Il revient avec humour sur l'exemple de la conquête de la lune et des promesses de clubs de loisirs sur la Mer de la Tranquillité. Ce n'était, comme il l'avait exprimé à l'époque, qu'un défi entre les Etats-Unis et l'URSS et il n'y avait pas besoin d'être un génie pour savoir que ça n'irait pas plus loin.

Il revient ensuite sur son ouvrage « Toujours Plus », axé sur les nouvelles formes d'inégalités dans la société française (1984). François de Closets dénonce un mensonge à la base du système social en évoquant l'exemple du droit d'accueil des

enfants à l'école en temps de grève : acquis par une décision gouvernementale en 1976, annulé dès 1980 par le nouveau gouvernement socialiste qui en fait sa première mesure. Il définit le pouvoir de nuisance comme l'unique moteur des mutations sociales. **Les avantages obtenus par les catégories sociales ne récompensent pas le mérite**, l'utilité, la valeur ou la misère. Pour illustrer son propos, l'écrivain journaliste mentionne l'utilité des mères et de l'éducation des enfants à travers son histoire personnelle. Une mère qui passe sa vie à éduquer ses enfants n'aura pas de prestations « sociales » parce qu'elle n'a jamais cotisé. Elle n'a pas de pouvoir de nuisance.

François de Closets insiste sur l'incroyable capacité de la France à ne pas admettre la réalité de la situation. **Le langage politique est pour lui devenu un déclencheur d'émotion au sens où un seul mot revêt une aura symbolique : le mot déclin, par exemple, suffit à l'indignation.** Il définit le point de départ de ce déclin au début des années 1970. A cette époque, la France possède selon les Américains un avenir radieux : dynamisme, propension à la croissance, finances stables. C'est le pays qui a le plus d'atouts (cf. l'Envol de la France). Au contraire, aujourd'hui, la France est en faillite. Comme l'exprime l'invité, c'est un déclin qu'on a tendance à nier, à taire, alors qu'il est une évidence. La France est par exemple le seul pays qui pendant trente ans a eu tous ses budgets en déficit de 20 %.

François de Closets s'interroge ensuite sur les raisons de cette perte de contrôle. **Il dénonce la tendance à nier les réalités les plus évidentes ainsi que la volonté absolue de tromper le pays sur la réalité et les obligations qui s'en suivent.** L'auteur de « Toujours Plus » ancre ce mal dans les événements de mai 1968. A cette date, l'autorité et la confiance de l'Etat ont tout simplement disparu. La peur du peuple, apte à la révolution, a entraîné la fin d'une véritable gouvernance.

Pour François de Closets, ce mensonge permanent se complait dans une approche symptomatique et non systémique de la réalité. En guise d'exemple, il évoque des réactions symptomatiques : contre le chômage, interdisez les licenciements ; contre les Sans Domicile Fixe, interdisez les expulsions. Il faut au contraire avoir le courage de s'attaquer au problème là où il est : pénurie de main-d'œuvre, pari risqué de l'investissement dans la pierre, etc. Il est impératif d'avoir le courage de parler en termes systémiques. Une véritable autorité, sans crainte de fâcher le peuple, est nécessaire. **François de Closets insiste sur cet enfermement de la France dans une vision fautive et sur cette volonté de ne pas voir les choses.** Il cite les exemples de la concurrence fiscale qui provoque l'exode, ou encore de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune qui fait perdre deux fois plus qu'il ne rapporte.

L'invité revient ensuite au début des années 80 pour expliquer la logique suicidaire empruntée par la France depuis 40 ans. A cette époque, le monde n'est ni entièrement capitaliste (propriété des moyens de production) ni complètement libéral (régulation des prix). La France est prise de court avec les montées de R. Reagan et M. Thatcher. Le moteur du capitalisme est l'inégalité, celui du libéralisme, l'insécurité (enrichissement, faillite). Ces deux valeurs sont contraires aux idéaux français. La France, au lieu d'être réactive, est alors devenue défensive, paralysée, réactionnaire, et s'est renfermée sur l'ancien monde. **De façon pessimiste, la France s'est toujours vue condamnée par la mondialisation alors qu'elle est condamnée à la**

mondialisation. François de Closets regrette par exemple l'attitude de la France vis-à-vis de l'augmentation du prix du pétrole : nous sommes dans la rétractation, la résistance et l'indignation alors qu'il serait plus judicieux de faire affaire avec ceux qui sont parvenus à créer un marché fabuleux et à s'enrichir.

En guise de conclusion, **François de Closets évoque le Général de Gaulle et sa volonté d'indépendance**, qu'il avait affirmée après avoir stabilisé les finances. Depuis, la tendance a été à **l'insouciance financière, favorisée par le silence et la complicité des économistes** : ceux-ci se sont par exemple évertués à annoncer des déficits de 2 à 3 % par an quand ils s'envolaient à 20 %. L'écrivain regrette ce monde d'illusion, mais se félicite que la réalité se rappelle aujourd'hui à nous. Il évoque par exemple les arguments économiques de François Bayrou, candidat à la présidence en 2007. Il achève son discours par un rappel du peu de temps qu'il reste pour réagir face à un péril bien présent.

3) Questions-réponses

La seconde partie de la soirée a été consacrée à un échange entre François de Closets et certains des DRH présents au Pavillon Dauphine.

Anne BROCHES, DRH au **LCL** et nouvelle venue au Cercle Humania, revient sur certains mots signifiants : paradoxe, déclin, autorité de l'Etat ou encore approche systémique et symptomatique : la France est bien à l'heure des comptes. Elle se demande alors où en est vraiment la France par rapport à ce paradoxe que l'on peut ressentir tous les jours.

Réponse : François de Closets montre que les inflexions politiques vont dans le sens symptomatique : il mentionne le pouvoir d'achat, basé sur la notion folle de droit acquis, qui bétonne le monde économique. Chaque Français a le sentiment que s'il peut prouver que son pouvoir d'achat est en baisse, l'Etat a l'obligation de l'augmenter. Une approche systémique consisterait non pas à donner de l'argent, mais à trouver où créer de la richesse (il revient d'ailleurs sur l'approche pétrolière).

Benoît ROGER-VASSELIN (PUBLICIS) a ensuite interrogé l'invité sur sa vision de l'emploi des seniors.

Réponse : L'auteur de Toujours Plus prône l'interdiction de l'augmentation du salaire à l'ancienneté. Un salarié plus ancien et moins productif ne doit pas être payé plus. De plus, les besoins sont plus grands entre 30 et 40 ans, âge auquel il faudrait être au maximum de ses revenus. Il faut oser avoir cette approche.

Frédéric OGER, (ALCAN PACKAGING) revient sur l'équilibre budgétaire, une mesure qui avance (idée reprise par F. Bayrou et par le Nouveau Centre). François de Closets serait-il favorable à cela ? Il l'emmène par la suite sur le terrain politique.

Réponse : François de Closets se prononce en faveur de l'amendement. Pour lui, tout déficit de fonctionnement annuel devrait être interdit sous peine d'exclusion des fonctions publique et politique. La France est dans la situation d'un grand drogué. Le déficit est sa drogue (40 milliards). Il est impossible d'aborder doucement ce problème. C'est notre mode de vie qui en est à l'origine. Il faut être bête, méchant et radical sous peine de quoi la France est condamnée au retour du franc et à une dévaluation de 30 % du pouvoir d'achat. L'écrivain prône donc la contrainte sous peine de forfaiture.

Il a refusé un engagement politique sous M. Rocard. Il faut selon lui un véritable et authentique partenaire syndical, totalement absent aujourd'hui. Il se prononce contre des syndicats réduits à des permanents payés à des emplois bidon et sans légitimité.

Marie-Ange ANDRIEUX, (DELOITTE) a évoqué l'économie de l'immatériel contre l'économie de la connaissance, puis a dans la foulée demandé à l'invité si la France n'avait pas encore suffisamment d'avantages pour « sauter le mur » qu'il avait défini de façon métaphorique dans son discours.

Réponse : François de Closets reconnaît que l'économie de la connaissance est une réalité mais, pour lui, elle ne doit pas devenir un alibi. Beaucoup des emplois à venir seront peu qualifiés, c'est une évidence. Il ne faut pas céder à l'économie de l'immatériel. La France a bien sûr toutes ses chances, mais il faut un système dynamique pour stimuler la création intellectuelle. Pour finir, M. de Closets indique qu'il ne sera pas facile de passer de l'intellectuel à la richesse.

Nathalie GATEAU, (GUNNEBO) est revenue sur les origines scandinaves de son groupe en expliquant les contrastes à tirer avec la France (ex : peu de différence dans le niveau de rémunération entre les élites en Suède et les autres classes). Elle a ensuite amené l'invité à se prononcer sur les raisons de la réussite des pays scandinaves par rapport à la France alors que l'équité y est maintenue.

Réponse : Pour François de Closets, l'exemple des pays scandinaves montre que la mondialisation et la concurrence globale n'annulent pas les valeurs. Suédois et Finlandais les préservent dans l'offensive et non la crispation. Concertation et consensus sont vecteurs de progrès. En France, la compromission semble être une règle de base. Tout ce qui n'est pas obtenu dans l'affrontement semble ne pas avoir de quelconque valeur.

Aline de SALINELLES (MEDEF) a entraîné le débat sur la question des élites en demandant à l'invité sa vision du mécanisme de formation des élites en France. Quel pourrait être, selon F. de Closets, le système optimal ?

Réponse : Le journaliste dénonce un problème évident. Tout fonctionne par un phénomène de reproduction : un fils d'ouvrier ou un jeune de cité n'a aucune chance statistique d'être dans une grande école. Cette tendance s'avère si lourde

qu'on en vient à la discrimination positive. Il faut avoir le courage de briser des rêves et d'encourager à la formation d'un métier. Si nous continuons à laisser les jeunes s'engager dans des voies sans avenir, et à leur faire croire qu'il est possible d'avoir le métier de son choix, le problème ne pourra pas être réglé.

Armand MENNECHET (ACFCI) a caractérisé l'Etat comme en retard sur notre société depuis les années 70, mais aussi sur la mondialisation : quel est le regard de F. de Closets sur cette idée ?

Réponse : M. de Closets estime que le véritable retard a été pris par les élites qui n'éclairent plus les populations et qui doivent montrer les voies de l'avenir.

Marinette FIQUET (HAVAS) a interpellé François de Closets sur les conseils qu'il pourrait donner aux DRH présents, et sur la formulation d'une note optimiste pour finir.

Réponse : Malheureusement, selon F. de Closets, la société n'est plus capable de voir le réel. Elle ne veut plus voir la réalité du monde. Cependant, celle-ci nous rattrape, et il va falloir faire au pied du mur ce qui aurait pu être fait en prévention. La France n'a de problèmes que ceux qu'elle se crée. La prise de conscience de cette idée permettra l'action et les avancées. En guise de note optimiste, F. de Closets démontre qu'entrer de plein fouet dans ce mur aura le mérite d'entraîner une réaction. L'auteur de Toujours Plus regrette tout de même qu'une génération soit amenée à en payer les frais.

Patrick BONNET (SUEZ) revient sur les fonctionnaires, égratignés par F. de Closets lors de son discours. Il se pose ensuite en éditeur et non en DRH pour poser cette question. Quel est son genre littéraire, lui qui critique le mot alors que c'est ce qui fait ce qu'il est ? Comment critiquer son propre moteur ? Causeur, compteur, novelliste, moraliste, imprécateur ?

Réponse : L'auteur du Divorce Français s'attarde sur la fonction publique, qui peine alors que la France possède les fonctionnaires les plus intègres, les plus compétents. L'administration doit être changée pour tirer profit au maximum de cette classe fonctionnaire. F. de Closets s'attarde ensuite sur le nombre de professeurs qu'il faut effectivement augmenter. Mais il regrette que les plus jeunes et les moins expérimentés soient parachutés dans les situations les plus difficiles. Il s'agit par exemple de certains lycées techniques où les élèves ont déjà acquis que l'école les emmène au chômage. Il s'agit par exemple des universités qui n'enfantent que de la rancœur, du malheur et du gâchis.

Hubert MONGON (McDonald's) s'est intéressé à l'évocation du paradoxe français développé par François de Closets. Il axe son analyse sur le tournant de mai 68 avec une crise d'autorité et sur le travail des Américains auparavant. Issu d'une entreprise américaine, il constate que la France reste n°2 au monde pour McDonald's.

L'entreprise est d'autre part un employeur de la jeunesse (22 ans de moyenne). Quel regard porte Mr de Closets sur cette jeunesse capable d'exploiter et de créativité ?

Réponse : Après avoir évoqué le problème de l'école, l'invité reconnaît la ressource énorme de la jeunesse que nous sommes en train de gaspiller. La France doit cesser de gâcher tous ses atouts, et d'être le poulailler dans lequel les pays étrangers viennent chercher les meilleurs éléments. Il faut donner leur chance aux jeunes, encourager la formation par l'échec et ne pas rester indifférent, abandonner à la première faillite (en négociant par exemple des indemnités de redémarrage).

Enfin, **François de Closets a pu poser la dernière question** – comme le veut la tradition au cercle- **à Mickaël TALMO (SNCF PARTICIPATIONS). Comment fait-on pour que les cheminots voient leur avenir en avant et pas en arrière**, pour qu'ils soient convaincus que le chemin de fer est un grand secteur d'avenir et ne plus être crispés sur les vieux acquis, aller vers le modernisme.

Le DRH de SNCF Participations a tenu à recentrer la situation : il existe 800 filiales, 45 groupes dans le fluvial, l'aérien le maritime et le ferroviaire. Sur 70 000 salariés, **il n'y a que 1 000 cheminots, qui sont principalement des dirigeants de filiale.** Le problème vient du blocage de la maison mère et du refus des cheminots de changer de statut. Les mutations dans ce sens sont difficiles, mais selon M. Talmo, elles se font, notamment grâce à la **création d'une filiale tous les 15 jours.** D'ici quelques années, la plupart d'entre eux seront des privés, signe que le changement se fait, petit à petit, dans le silence. Pour finir, M. Talmo revient sur l'exemple des mères et de leur pouvoir de nuisance. Pour lui, il est inconcevable d'avoir des prestations sans cotisation.

Compte rendu du débat :

Guillaume Durand

Pôle journalisme de IDM Création

Intervenants :

- Anne Broches, Directeur des Ressources Humaines Groupe chez LCL
- Benoît Roger-Vasselin, Directeur des Ressources Humaines Groupe chez PUBLICIS
- Frédéric Oger, Director Talent Management & Development à ALCAN PACKAGING
- Marie-Ange Andrieux, Directeur des Partenariats chez DELOITTE
- Nathalie Gateau, Directeur des Ressources Humaines France chez GUNNEBO
- Aline de Salinelles, Chargée de mission à la direction Entreprises & Société au MEDEF
- Armand Mennechet, Directeur des Ressources Humaines chez ACFCI
- Marinette Fiquet, Directeur des Ressources Humaines chez HAVAS SA
- Patrick Bonnet, Directeur de l'Emploi du Groupe SUEZ
- Hubert Mongon, Vice-Président des Ressources Humaines de MACDONALD'S France
- Mickaël Talmo, Directeur des Ressources Humaines & Sociales et des Affaires Juridiques chez SNCF Participations